

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 05 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ETEX**

ZONE INDUSTRIELLE  
68490 Ottmarsheim

Références : 0006700464\_2026\_01\_30\_Etex\_VISuiEch

Code AIOT : 0006700464

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement ETEX implanté ZI 68490 Ottmarsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection porte sur le suivi des échéances de l'arrêté de mis en demeure du 1<sup>er</sup> juillet 2023 relatif aux conditions de rejets et de surveillance des eaux résiduaires ainsi que sur l'application de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2024 relatif à l'élimination du stockage de gypse synthétique et au respect des rejets air.

Cette inspection porte également sur le suivi des non conformités relevées lors de l'inspection du 14 août 2025, relatives aux installations de combustion présentes sur le site.

#### **Référentiels utilisés:**

- Arrêté du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des

installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 20 décembre 2018)

- Arrêté n°012129 du 30 juillet 2001 portant autorisation d'exploiter au titre du Livre V du Code de l'Environnement Société LAFARGE PLATRES à OTTMARSHEIM
- Arrêté du 12 juillet 2023 pourtant mise en demeure à la société ETEX de respecter les dispositions applicables à son site d'Ottmarsheim
- Arrêté préfectoral du 22 mai 2024 à la société ETEX (ex SINIAT (Ant Lafarge Plâtres)) pour ses activités de production de plaques de plâtre à partir de gypse sise zone industrielle à Ottmarsheim et la rendant redevable d'une astreinte administrative (en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement)
- Arrêté préfectoral du 30 juillet 2024 portant prescriptions complémentaires à la société ETEX pour l'exploitation de ses installations situées à Ottmarsheim
- Arrêté du 22 octobre 2025 portant liquidation partielle d'une astreinte administrative imposée à la société ETEX en application de l'article L. 178-8 de Code de l'environnement pour le site qu'elle exploite zone industrielle à Ottmarsheim (57490)

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETEX
- ZI 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale du site est la production de plaques de plâtre à partir de différents types de gypses (naturel et recyclé). Les installations sont soumises à un arrêté préfectoral d'autorisation n° 012129 du 30 juillet 2001 modifié.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 30/07/2001, article 7.2	Demande d'action corrective	15 jours
5	Respect VLE directive MCP	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58-III et 81	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	31 décembre 2026

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets eaux	AP de Mise en Demeure du 12/07/2023, article 2	Liquidation d'astreinte, Levée de mise en demeure
2	Utilisation de	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Gypse	article 2	
4	Registre MCP	Code de l'environnement, article R. 515-114 et R. 515-115	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le service d'inspection a constaté que les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 12 juillet 2023 sont désormais respectées. A ce titre il est proposé une levée de la mise en demeure ainsi qu'une liquidation de l'astreinte journalière.

La non-conformité relative aux émissions de NOx, identifiée lors de la visite du 14 août 2025, n'a pas été corrigée malgré la demande d'actions correctives formulée. Il n'a pas été proposé de mise en demeure à cette époque car la non-conformité résultait d'un abaissement des valeurs limites applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Compte tenu des dépassements persistants, une mise en demeure est proposée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rejets eaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/07/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau superficielles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i><b>Dans un délai de 3 mois</b>, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article l'article 9.3.1. de l'arrêté préfectoral n°012129 du 30 juillet 2001 modifié susvisé :</i></p> <p>« Article 9.3.1 - Eau - Conditions de rejet des eaux  Les eaux industrielles, y compris (...) les eaux pluviales sont rejetées dans le Grand Canal d'Alsace.  Le rejet des eaux résiduaires doit satisfaire aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH entre 6,5 et 9,5</li> <li>- température &lt; 30 °C</li> <li>- débit maximal journalier 250 m<sup>3</sup></li> <li>- matières en suspension MEST &lt; 30 mg/l</li> <li>- demande chimique en oxygène DCO &lt; 300 mg/l»</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour mémoire, lors de l'inspection du <b>16 mars 2023</b>, il a été constaté la non-conformité à la prescription de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2001, portant sur le ruissellement des eaux de pluie sur les stocks de gypse. L'exploitant s'est vu mis en demeure de respecter cette prescription par arrêté du <b>12 juillet 2023</b>.</p> <p>Lors de la visite du <b>25 janvier 2024</b>, certains équipements concourant à la remise en conformité des installations étaient en place, mais les eaux se rejetaient en nappe et non dans le grand canal comme prescrit. De plus, il était constaté que la topographie de la zone ne permettait pas de recueillir l'ensemble des eaux de ruissellement. A ce titre un arrêté d'astreinte de 50 € par jour était proposé à l'autorité préfectorale, signé le <b>22 mai 2024</b>.</p>

Lors de la visite d'inspection du **14 août 2025**, les travaux n'étaient pas terminés, il était donc constaté que l'exploitant ne s'était toujours pas remis en conformité. Il était donc proposé une liquidation partielle de l'astreinte susmentionnée.

Par courriel du **1<sup>er</sup> décembre 2025**, l'exploitant déclarait la fin des travaux de l'aire de stockage de gypse à la date du 12 septembre 2025, avec une réserve quant au fonctionnement d'une pompe de relevage, levée en date du 16 octobre 2025. L'installation était fonctionnelle dans sa grande majorité, seule une pompe de relevage ne fonctionnait qu'en manuel et non en automatique.

Par ailleurs, le rapport de surveillance des eaux résiduaires a été transmis en date du 1<sup>er</sup> décembre 2025. Ce rapport, daté du 28 novembre 2025, n'appelle pas de remarque de l'Inspection des installations classées.

Lors de la visite d'inspection du **30 janvier 2026**, s'étant déplacé sur site, l'Inspection constate sur la zone de stockage :

- une margelle périmétrique afin canaliser les eaux de ruissellement ;
- la récolte des eaux dans deux bassins associés à un débourbeur/déshuileur ;
- un système de relevage permettant d'acheminer l'eau de ces bassins secondaires vers une bassin principal ;
- des pompes de relevage afin d'acheminer les eaux du bassin principal dans le grand canal.

Au regard de ce qui précède, il est proposé à l'autorité préfectorale de lever la mise en demeure sur ce point, et de procéder à la liquidation de l'astreinte sus-mentionnée.

A ce titre il est proposé de liquider l'astreinte journalière, de la date de la liquidation partielle susmentionnée (14 août 2025) à la date de fin des travaux des installations (12 septembre 2025), soit pour une durée de 30 jours.

Le montant de l'astreinte sera donc de  $100 \text{ €} \times 30 = 3\,000 \text{ €}$ .

Un projet d'arrêté de liquidation d'astreinte est proposé dans ce sens.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Liquidation d'astreinte, Levée de mise en demeure

## N° 2 : Utilisation de Gypse

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Utilisation de Gypse

**Prescription contrôlée :**

*«L'utilisation de gypse contenant des substances conduisant à des rejets non conformes à la cheminée du four est interdite.»*

**Constats :**

Pour mémoire, ce point a déjà fait l'objet d'un contrôle lors de la visite d'inspection du **14 août 2025**, il n'avait pas été possible de statuer sur le respect de la prescription, et des justificatifs avait été demandés à l'exploitant :

- communiquer les derniers bordereaux d'évacuation du gypse synthétique ;
- cartographier l'état du stock initial de gypse synthétique présent sur le site ;
- présenter le dernier rapport mensuel des rejets atmosphériques répondant aux exigences réglementaires du 8°a) de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

A cet effet, l'exploitant a transmis par courriel du 09 septembre 2025, les éléments suivants :

- quatre derniers bordereaux d'enlèvement du gypse synthétique ;
- un relevé drone montrant une cartographie actualisée des stocks de gypse synthétique.

De plus, par courriel du 22 décembre 2025, l'exploitant a transmis les rapports mensuels des rejets atmosphériques répondant aux exigences réglementaires du 8°a) de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

La visite d'inspection sur le site a permis de constater l'absence de gypse synthétique.

Après analyse des informations transmises par l'exploitant, et constats sur site, l'Inspection considère que la prescription initialement contrôlée est désormais respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Propreté du site

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/07/2001, article 7.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Propreté du site

**Prescription contrôlée :**

«[...] L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté [...].»

**Constats :**

Pour mémoire, lors de l'inspection du **14 août 2025**, il avait été constaté la présence de gypse dans la terre, au niveau de la zone ouest des installations, ainsi que des déchets au sol au niveau d'un regard dans la zone de stockage.

Une demande d'action corrective avait été adressée à l'exploitant sur ce point.

Le jour de l'inspection, il est constaté que la partie ouest de la zone de stockage de gypse présente toujours des restes de gypse qui datent d'avant la pose de la margelle présentée au point n°1 du présent rapport.

Les regards destinées à recevoir les eaux de ruissellement sont exempts de tout embâcle.

L'exploitant déclare avoir retiré la majeure partie du gypse situé en dehors de la zone de stockage dédié. Il s'engage à retirer le gypse restant dans les plus brefs délais.

L'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée. En revanche, compte-tenu des démarches engagées par l'exploitant, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.

En cas de non respect de la prescription passé ce délai, il sera proposé à Monsieur le préfet une mise en demeure.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 4 : Registre MCP

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 14/01/2026, article R. 515-114 et R. 515-115
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installation MCP
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>«R. 515-114 :</p> <p><i>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;</li> <li>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;</li> <li>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</li> <li>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</li> <li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;</li> <li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;</li> <li>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;</li> <li>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li> </ul> <p><i>II. Ces informations sont communiquées :</i></p> <p><b>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;</b></li> <li>- <b>au plus tard le 31 décembre 2028 pour les installations de puissance supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 5 MW, [...]</b></li> </ul> <p>R.515-115 :</p> <p><i>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.»</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour mémoire, lors de l'inspection du <b>14 août 2025</b>, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé la déclaration MCP sur le site internet "démarches simplifiées". Étant donné que les chaudières sont des installations de puissance supérieure à 5MW, cette déclaration aurait dû être réalisée avant le 31 décembre 2023.</p>

Une demande d'action corrective avait été faite à l'exploitant, qui a transmis l'attestation de dépôt du dossier par courriel du 10 octobre 2025.

L'inspection considère donc que la prescription initialement contrôlée est désormais respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Respect VLE - directive MCP**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58-III et 81

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

«Art 58-III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :  
- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ;  
[...]

	Puissance	SO <sub>2</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )	NOx (mg/Nm <sup>3</sup> )	Poussières (mg/Nm <sup>3</sup> )	CO (mg/Nm <sup>3</sup> )
[...]					
Gaz Naturel, Biométhane	10≤P<20	-	120 (4)	-	100
[...]					

Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm <sup>3</sup> )
[...]		
(4)	Installation dont plus de 50% de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée	NOx: 150
[...]		

Art. 81 Les valeurs limites d'émission à la section 3 du chapitre V du présent arrêté sont considérées comme respectées lors des mesures périodiques si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.»

**Constats :**

Pour mémoire, lors de l'inspection du **14 août 2025**, dont le rapport avait été notifié à l'exploitant le 19 septembre 2025, il avait été constaté que l'exploitant ne respectait pas les rejet de NOx pour la chaudière N°1.

Une demande d'action corrective avait été émise par l'Inspection demandant de :

- transmettre sous 3 mois un plan d'action permettant de revenir en conformité sur la valeur



- limite d'émission en NOx de la chaudière 1 ;
- dans le même délai, proposer des mesures compensatoires permettant de limiter les émissions de NOx ;
- justifier d'un retour à la conformité des émissions sous 6 mois.

Par courrier du 2 octobre 2025, l'exploitant demandait à ce que les délais pour la remise en conformité passent de 6 à 12 mois, l'Inspection des installations classée a accédé à cette requête par courrier du 03 octobre 2025, sous réserve de l'application des mesures compensatoires prévues.

S'agissant du plan d'action, il consistait à utiliser en priorité la chaudière n°2 à 100 %, et la N°1 uniquement en cas de nécessité.

Lors de l'inspection, l'exploitant déclare que la société a pris la décision de changer le brûleur de la chaudière N°1 afin de revenir à des valeurs conformes, avec des résultats attendus similaires aux mesures relevées conformes sur la chaudière N°2.

Compte-tenu des sommes engagées (environ 300 000 €) et des décisions de groupe ayant lieu hors site, il n'est pas certain de tenir le délai proposé pour un retour à la conformité au mois de septembre 2026. En effet, une décision d'ordre financier de l'échelon national du groupe est attendue pour le printemps 2026. Cependant, l'exploitant s'engage sur des travaux terminés pour la fin de l'année 2026.

Ainsi, considérant ce qui précède, une mise en demeure est proposée à l'autorité préfectorale, avec le 31/12/2026 comme échéance.

Par ailleurs il est rappelé que l'article 83-bis de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 Prescrit que « Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux articles 58,59,60 et 61 du présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émissions jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté. »

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient que l'exploitant connaisse les durées de fonctionnement de ses chaudières, et suive les émissions de NOx dans l'atmosphère, à cet effet :

Pendant la période de non-conformité, l'exploitant transmet trimestriellement à l'inspection des installations classées les résultats des mesures d'émissions des chaudières n°1 et n°2. Un suivi horaire du temps de fonctionnement des chaudières est également exigé, et sera transmis selon la même périodicité.

La chaudière n°2 est privilégiée pour limiter les émissions de NOx.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 31 décembre 2026